

CANADA LANDS COMPANY CLC LIMITED

**ACCESS TO INFORMATION ACT
ANNUAL REPORT
FOR REPORTING PERIOD OF
APRIL 1, 2013 TO MARCH 31, 2014**

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE

**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
RAPPORT ANNUEL
POUR LA PÉRIODE DU
1er AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014**

Introduction

The *Access to Information Act* gives Canadian citizens as well as people and corporations present in Canada the right to have access to federal government records that are not of a personal nature. The Act complements but does not replace other procedures for obtaining government information. It is not intended to limit in any way the access to government information that is normally available to the public upon request.

In accordance with the provisions of section 72 of the Act, Canada Lands Company CLC Limited (CLC) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

Mandate of Canada Lands Company CLC Limited

CLC is the core real estate subsidiary of Canada Lands Company Limited. CLC has the same principal goal in its policy mandate as its parent company, to ensure the commercially oriented, orderly disposition of selected surplus federal real properties with optimal value to the Canadian taxpayer and the holding and managing of certain properties. This was laid out by the government in 1995 and then reconfirmed in 2001. The realization of optimal value recognizes financial value, economic stimulation and the strengthening of the quality of life in communities where the company operates.

Introduction

La Loi sur l'accès à l'information donne aux citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes et sociétés présentes au Canada le droit d'accès aux dossiers du gouvernement fédéral qui ne contiennent pas de renseignements personnels. La Loi complète plutôt qu'elle ne remplace les autres procédures d'obtention des renseignements gouvernementaux. Elle ne place aucune limite sur les autres méthodes d'accès sur demande auxquelles le grand public peut habituellement avoir recours.

Conformément aux dispositions de l'article 72 de la Loi, la Société immobilière du Canada CLC Limitée (SIC) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

Mandat de la Société immobilière du Canada CLC Limitée

La SIC est la principale filiale immobilière de la Société immobilière du Canada limitée. La SIC a le même mandat que la société mère, soit de se charger de l'aliénation de certains biens immobiliers excédentaires de façon ordonnée et à des fins commerciales, afin de procurer la plus grande valeur possible aux contribuables canadiens, ainsi que de détenir et gérer certaines propriétés. Ce mandat, qui lui avait été confié par le gouvernement en 1995, a été confirmé en 2001. La réalisation de la valeur optimale englobe la valeur financière, la stimulation économique et la contribution à la qualité de la vie dans les collectivités où l'entreprise exerce ses activités.

CLC's role is further elaborated on in Treasury Board's Policy on the Management of Real Property and Directive on the Sale or Transfer of Surplus Real Property. The surplus properties disposed of by CLC are identified as strategic. Strategic real properties are properties or portfolios of properties with potential for significantly enhanced value, those that are highly sensitive, or a combination of these factors. Because of the complexity associated with these properties, they may require innovative efforts and a comprehensive management approach to move them into the market.

Activities Regarding the Access to Information Act

All responsibilities regarding the administration of the *Access to Information Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A consultant is retained by the Corporate Secretary to assist him in managing access to information activities.

Statistical Report

CLC received six (6) requests during the reporting period and carried four (4) over from the previous reporting period. Of these, seven (7) were completed within the reporting period. One (1) request resulted in all records being disclosed, one (1) request resulted in all records being exempted, one (1) request resulted in no records existing, four (4) were abandoned and three (3) were carried over into the new reporting period.

The enclosed table provides additional

Le rôle de la SIC est décrit plus précisément dans la Politique sur la gestion des biens immobiliers et dans la Directive sur la vente ou le transfert des biens immobiliers excédentaires du Conseil du Trésor. Les biens immobiliers que la SIC cède sont désignés stratégiques. Les biens immobiliers stratégiques sont des biens ou des portefeuilles de biens dont la valeur peut être accrue de manière significative ou qui sont d'une importance névralgique - ou une combinaison de ces facteurs. En raison de l'aura de complexité entourant ces biens, il peut s'avérer nécessaire d'innover et de recourir à une approche de gestion englobante pour les mettre sur le marché.

Activités relatives à la Loi sur l'accès à l'information

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur l'accès à l'information* incombent au Secrétaire général qui relève directement du Président et premier dirigeant de la société. Ce dernier, étant le responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs en vertu de l'ordonnance de délégation. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

Le Secrétaire général retient les services d'un expert-conseil pour l'aider à gérer le volet de l'accès à l'information.

Rapport statistique

La SIC a reçu six (6) demandes durant la période visée et quatre (4) demandes avaient été reportée de la période de référence précédente. Parmi elles, sept (7) ont été traitées dans la période considérée. Une (1) demande a abouti à la communication totale, une (1) demande a abouti à tous exemptés, une (1) demande a abouti à aucun document existant, quatre (4) ont été abandonnées et trois (3) ont été reportées dans la nouvelle période de déclaration.

Le tableau ci-joint fournit des renseignements

information regarding their disposition.

additionnels concernant le traitement de toutes les demandes.

Education and Awareness

No sessions regarding the Act were given during the reporting period.

Éducation et sensibilisation

Aucune session sur la Loi n'a été donnée durant la période de rapport.

Institution-specific Access to Information Policies

CLC did not develop any new or revised access to information policies or procedures during the reporting period.

Politiques et procédures institutionnelles

La SIC n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à l'accès à l'information au cours de la période en question.

Complaints and Appeals

No complaints were filed with the Information Commissioner and no appeal was filed with the Federal Court during the reporting period.

Plaintes et recours judiciaires

Aucune plainte n'a été déposée auprès du Commissaire à l'information et aucun appel à la Cour fédérale n'a été entamé au cours de la période en question.

Monitoring the Time to Process Requests

CLC did not conduct any monitoring of the time to process access to information requests during the reporting period.

Suivi du temps requis pour traiter les demandes

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à l'information n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution : SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA CLC LIMITÉE

Période visée par le rapport : 01-Apr-13 au 31-Mar-14

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période visée par le rapport	6
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	4
Total	10
Fermées pendant la période visée par le rapport	7
Reportées à la prochaine période de rapport	3

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	2
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	1
Organisme	0
Public	3
Total	6

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	1	0	0	0	1
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	1	0	0	0	0	0	1
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	1	0	0	0	0	1
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	1	0	2	0	0	0	1	4
Traitement informel	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	1	3	1	0	0	1	7

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)a)	0	18a)	1	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)b)	0	18b)	1	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)c)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(3)	0	18d)	0	21(1)a)	0
13(1)e)	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	1
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
15(1) - A.I.*	0	16.1(1)d)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1) - Déf.*	0	16.2(1)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - A.S.*	0	16.3	0	20(1)a)	0	23	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)a)	0	20(1)b)	0	24(1)	0
16(1)a)(ii)	0	16.4(1)b)	0	20(1)b.1)	0	26	0
16(1)a)(iii)	0	16.5	0	20(1)c)	1		
16(1)b)	0	17	0	20(1)d)	0		
16(1)c)	0						
16(1)d)	0						

* A.I. : Affaires Internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)c)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)d)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)f)	0	69(1)g) re f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Support des documents divulgués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	1	0	0
Communication partielle	0	0	0
Total	1	0	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages divulguées	Nombre de demandes
Communication totale	6	6	1
Communication partielle	0	0	0
Tous exemptés	113	0	1
Tous exclus	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	4

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées	Nombre de demandes	Pages divulguées
Communication totale	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	6	1	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

Nombre de demandes fermées en retard	Raison principale			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
6	0	0	0	6

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours en retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	0	1	1
16 à 30 jours	1	0	1
31 à 60 jours	2	0	2
61 à 120 jours	1	0	1
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	1	1
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	4	2	6

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 – Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes nécessitant une prorogation	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Tous exemptés	0	0	0	0
Tous exclus	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	1	0
Total	0	0	1	0

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a) Entrave au fonctionnement	9(1)b) Consultation		9(1)c) Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	1
Total	0	0	0	1

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	6	\$30	0	\$0
Recherche	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	6	\$30	0	\$0

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

Consultations	Autres institutions fédérales	Nombre de pages à traiter	Autres organismes	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période visée par le rapport	15	449	0	0
En suspens à la fin de la période de rapport précédente	1	132	0	0
Total	16	581	0	0
Fermées pendant la période visée par le rapport	16	581	0	0
Reportées à la prochaine période de rapport	0	0	0	0

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	4	4	0	0	0	0	0	8
Communiquer en partie	0	2	0	1	1	0	1	5
Exempter en entier	1	1	0	0	0	0	0	2
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	1	0	0	0	0	0	1
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	8	0	1	1	0	1	16

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 6 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

Nombre de jours	Nombre de réponses reçues	Nombre de réponses reçues après l'échéance
1 à 15	0	0
16 à 30	0	0
31 à 60	0	0
61 à 120	0	0
121 à 180	0	0
181 à 365	0	0
Plus de 365 jours	0	0
Total	0	0

PARTIE 7 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

7.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$17,000
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$12,600
• Marchés de services professionnels	\$12,500	
• Autres	\$100	
Total		\$29,600

7.2 Ressources humaines

Ressources	Voués à l'AI à temps plein	Voués à l'AI à temps partiel	Total
Employés à temps plein	0.00	0.10	0.10
Employés à temps partiel et occasionnels	0.00	0.00	0.00
Employés régionaux	0.00	0.00	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.00	0.10	0.10
Étudiants	0.00	0.00	0.00
Total	0.00	0.20	0.20

Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canada Lands Company CLC Limited

Reporting period: 01/04/2013 to 31/03/2014

PART 1 – Requests under the *Access to Information Act*

1.1 Number of Requests

	Number of Requests
Received during reporting period	6
Outstanding from previous reporting period	4
Total	10
Closed during reporting period	7
Carried over to next reporting period	3

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	2
Academia	0
Business (Private Sector)	1
Organization	0
Public	3
Total	6

PART 2 – Requests closed during the reporting period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of requests	Completion Time							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	More than 365 days	
All disclosed	0	0	0	1	0	0	0	1
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	1	0	0	0	0	0	1
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	0	1	0	0	0	0	1
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	1	0	2	0	0	0	1	4
Treated informally	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	1	3	1	0	0	1	7

2.2 Exemptions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
13(1)(a)	0	16(2)(a)	0	18(a)	1	20.1	0
13(1)(b)	0	16(2)(b)	0	18(b)	1	20.2	0
13(1)(c)	0	16(2)(c)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	0	16(3)	0	18(d)	0	21(1)(a)	0
13(1)(e)	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	0
14(a)	0	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	1
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	0
15(1) - I.A.*	0	16.1(1)(d)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1) - Def.*	0	16.2(1)	0	19(1)	0	22.1(1)	0
15(1) - S.A.*	0	16.3	0	20(1)(a)	0	23	0
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(a)	0	20(1)(b)	0	24(1)	0
16(1)(a)(ii)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(b.1)	0	26	0
16(1)(a)(iii)	0	16.5	0	20(1)(c)	1		
16(1)(b)	0	17	0	20(1)(d)	0		
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of requests	Section	Number of requests	Section	Number of requests
68(a)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(f)	0	69(1)(g) re (f)	0
				69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other formats
All disclosed	1	0	0
Disclosed in part	0	0	0
Total	1	0	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of requests	Number of pages processed	Number of pages disclosed	Number of requests
All disclosed	6	6	1
Disclosed in part	0	0	0
All exempted	113	0	1
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	4

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less than 100 pages processed		101-500 pages processed		501-1000 pages processed		1001-5000 pages processed		More than 5000 pages processed	
	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed	Number of requests	Pages disclosed
All disclosed	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Abandoned	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	6	1	0	0	0	0	0	0	0

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation required	Assessment of fees	Legal advice sought	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Abandoned	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of requests closed past the statutory deadline	Principal Reason			
	Workload	External consultation	Internal consultation	Other
6	0	0	0	6

2.6.2 Number of days past deadline

Number of days past deadline	Number of requests past deadline where no extension was taken	Number of requests past deadline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	1	1
16 to 30 days	1	0	1
31 to 60 days	2	0	2
61 to 120 days	1	0	1
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	1	1
More than 365 days	0	0	0
Total	4	2	6

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

PART 3 – Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of requests where an extension was taken	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	1	0
Total	0	0	1	0

3.2 Length of extensions

Length of extensions	9(1)(a) Interference with operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third party notice
		Section 69	Other	
30 days or less	0	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0	0
365 days or more	0	0	0	1
Total	0	0	0	1

PART 4 – Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of requests	Amount	Number of requests	Amount
Application	6	\$30	0	\$0
Search	0	\$0	0	\$0
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	6	\$30	0	\$0

PART 5 – Consultations received from other institutions and organizations

5.1 Consultations received from other government institutions and organizations

Consultations	Other government institutions	Number of pages to review	Other organizations	Number of pages to review
Received during reporting period	15	449	0	0
Outstanding from the previous reporting period	1	132	0	0
Total	16	581	0	0
Closed during the reporting period	16	581	0	0
Pending at the end of the reporting period	0	0	0	0

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other government institutions

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	4	4	0	0	0	0	0	8
Disclose in part	0	2	0	1	1	0	1	5
Exempt entirely	1	1	0	0	0	0	0	2
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	1	0	0	0	0	0	1
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	5	8	0	1	1	0	1	16

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of days required to complete consultation requests							Total
	1 to 15 days	16 to 30 days	31 to 60 days	61 to 120 days	121 to 180 days	181 to 365 days	than 365 days	
Disclose entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclose in part	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

PART 6 – Completion time of consultations on Cabinet confidences

Number of days	Number of responses received	Number of responses received past deadline
1 to 15	0	0
16 to 30	0	0
31 to 60	0	0
61 to 120	0	0
121 to 180	0	0
181 to 365	0	0
More than 365	0	0
Total	0	0

PART 7 – Resources related to the Access to Information Act

7.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$17,000
Overtime		\$0
Goods and Services		\$12,600
• Professional services contracts	\$12,500	
• Other	\$100	
Total		\$29,600

7.2 Human Resources

Resources	Dedicated full-time to ATI activities	Dedicated part-time to ATI activities	Total
Full-time employees	0.00	0.10	0.10
Part-time and casual employees	0.00	0.00	0.00
Regional staff	0.00	0.00	0.00
Consultants and agency personnel	0.00	0.10	0.10
Students	0.00	0.00	0.00
Total	0.00	0.20	0.20

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *protection des renseignements personnels*

The Acting President and Chief Executive Officer of Canada Lands Company Limited and Canada Lands Company CLC Limited, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the Chief Executive Officer as the head of the government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This Designation Order supersedes all previous Designation Orders.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président et chef de la direction par intérim de la Société immobilière du Canada limitée et de la Société immobilière du Canada CLC limitée délègue au titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ainsi qu'à la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investie par les articles des *Loi* mentionnées en regard de chaque poste. Le présent décret de délégation remplace et annule tout décret antérieur.

Position/Poste	Access to Information Act and Regulations / <i>Loi sur l'accès à l'information et Règlement</i>	Privacy Act and Regulations / <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>
Corporate Secretary/Secrétaire général	Full authority / Autorité absolue	Full authority / Autorité absolue

Dated, in the City of Toronto
this 15th day of March, 2013

Date, à la ville de Toronto
ce 15^{ème} jour de mars 2013


Robert Howald

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to section 73 of the
Access to Information Act
 Canada Lands Company Limited and Canada Lands Company CLC Limited

Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of government institutions	X
7(a)	Notice when access requested	X
7(b)	Giving access to record	X
8(1)	Transfer of request to another government institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Additional fees	X
12(2)(b)	Language of access	X
12(3)(b)	Access in an alternative format	X
13	Exemption - Information obtained in confidence	X
14	Exemption - Federal-provincial affairs	X
15	Exemption - International affairs and defence	X
16	Exemption - Law enforcement and investigations	X
16.5	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
17	Exemption - Safety of individuals	X
18	Exemption - Economic interests of Canada	X
18.1	Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exemption - Personal information	X
20	Exemption - Third-party information	X
21	Exemption - Operations of Government	X
22	Exemption - Testing procedures, tests and audits	X
22.1	Exemption - Audit working papers and draft audit reports	X
23	Exemption - Solicitor-client privilege	X
24	Exemption - Statutory prohibitions	X
25	Severability	X
26	Exception - Information to be published	X
27(1), (4)	Third-party notification	X

28(1)(b), (2), (4)	Third-party notification	X
29(1)	Where the Information Commissioner recommends disclosure	X
33	Advising Information Commissioner of third-party involvement	X
35(2)(b)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party (application to Federal Court for review)	X
44(2)	Notice to applicant (application to Federal Court by third party)	X
52(2)(b), (3)	Special rules for hearings	X
71(1)	Facilities for inspection of manuals	X
72	Annual report to Parliament	X
	Access to Information Regulations	X
6(1)	Transfer of Request	X
7 (2)	Search and preparation fees	X
7 (3)	Production and programming fees	X
8	Providing access to records	X
8.1	Limitations in respect of format	X